

Dr. Jim Yong Kim
President
The World Bank
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433

Via email : jkim@worldbank.org

15 Novembre 2017

Monsieur le Président,

Alors que la Conférence des Parties du Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) se réunit à Bonn, nous appelons la Banque Mondiale à tenir son engagement à donner la priorité aux forêts et droits des peuples forestiers dans le cadre de son soutien aux pays emprunteurs et à la mise en œuvre de leurs contributions nationales.

1,6 milliard de personnes dépendent de zones forestières pour leur survie, dont quelques 70 millions parmi les populations autochtones. Les forêts abritent plus de 80 pourcent des espèces animales, végétales et entomologiques terrestres. Elles jouent par ailleurs un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique en offrant des avantages tant en termes d'atténuation que d'adaptation. Toutefois, comme souligné dans le Plan d'Action Forestier 2016-20 de la Banque Mondiale, les forêts sont « gravement menacées » par les besoins croissants et concurrentiels en nourriture, fibres, combustibles et minerais entre autres, conduisant à des conversions de grande ampleur dans l'utilisation des terres qui se traduisent par « des dommages économiques et sociaux et une dégradation accentuée de l'environnement ». De plus, la déforestation et la dégradation des zones forestières constituent la 3^e source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre, après la combustion de charbon et de pétrole.

Les impacts du changement climatique touchent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres de la planète, affectant tout particulièrement les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées. C'est pourquoi la protection des forêts et des droits des communautés tributaires de forêts est primordiale pour réaliser les objectifs conjoints de la Banque Mondiale d'éliminer l'extrême pauvreté et de stimuler une prospérité partagée, comme promu dans le Plan d'Action Forestier. Par ailleurs, la Banque soutient les Objectifs de Développement Durable, qui comprennent un engagement à « promouvoir la mise en œuvre d'une gestion durable de tous les types de forêts, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître de manière substantielle les plantations forestières et le reboisement à l'échelle mondiale ». Nous ajoutons qu'il faut mettre un terme aux évictions forcées des peuples forestiers. La protection de leurs droits fonciers joue un rôle fondamental dans la protection des forêts.

La Banque Mondiale, en tant que première source de financements multilatéraux pour les forêts, et plus largement d'institution normative pour la finance internationale, doit donner des signaux claires sur le besoin de protéger les forêts et les communautés tributaires de forêts, tant dans sa communication que dans ses opérations. Cela doit se traduire notamment dans les Cadres de Partenariat Pays et dans l'ouverture de ses Diagnostiques Forestiers à la consultation publique. La Banque doit aussi répondre aux facteurs directs et indirects de déforestation, tels que l'agriculture commerciale, les infrastructures, les

secteurs de l'énergie et minier, qui bénéficient de beaucoup plus d'investissement que les forêts. Cela inclut l'impact sur les forêts des investissements de la Banque à travers les prêts indirects, en particulier les intermédiaires financiers et les Financements à l'appui des politiques de développement. Une distinction claire entre les forêts et les plantations forestières en monocultures est également nécessaire car ces types de plantations sont souvent des facteurs de déforestation, sans compter leurs nombreux autres impacts négatifs sur le plan social et environnemental.

Nous demandons à la Banque Mondiale de :

- Soutenir les pays pour la mise en œuvre de mesures forestières dans le cadre de leurs Contributions Nationales, avec une attention particulière pour les pays membres de l'Association Internationale de Développement (IDA), y compris ceux prioritaires en matière de soutien de la Banque Mondiale ;
- Garantir la protection des droits coutumiers des populations autochtones et des communautés affectées par les interventions forestières, en particulier les femmes. Les projets doivent également éviter d'encourager et de contribuer aux évictions forcées ;
- Donner la priorité à la protection des forêts et à la reconnaissance des droits et de l'inclusion des peuples forestiers dans le développement et la mise en œuvre des Cadres de Partenariat Pays, y compris dans l'établissement et les révisions des Diagnostiques Pays Systématiques. Cela passe par l'ouverture des Diagnostiques Forestiers aux contributions des parties prenantes ;
- Garantir que les fonds sont alloués à des activités qui favorisent réellement la conservation et la restauration des forêts, plutôt qu'à celles qui sapent ces efforts telles que l'expansion et la promotion des plantations de monoculture ;
- S'attaquer aux facteurs directs et indirects de déforestation et de violation des droits des peuples forestiers, et cesser les investissements qui y contribuent, y compris à travers les prêts indirects tels que les intermédiaires financiers et les financements à l'appui des politiques de développement ; et
- Renforcer les cadres de protection et leur portée vis-à-vis des différentes opérations de prêt, afin d'assurer une meilleure protection des forêts et la reconnaissance et protection des droits des peuples forestiers, y compris dans le cadre des financements à l'appui des politiques de développement.

Nous vous remercions par avance de prendre ces questions en considération, et espérons pouvoir entretenir un dialogue continu sur les moyens d'y répondre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

Abibiman Foundation

Acción Ciudadana

ACT Alliance

Action for Forest

African Climate Reality Project

African Law Foundation (AFRILAW)

AIDER

Alianza Hondureña ante el Cambio Climático (AHCC)

Alliance for Rural Democracy

Amigos del Río San Rodrigo (ARSR)

Asociación Ambiente y Sociedad

Asociación de Desarrollo Comunitario Rural (ADECOR)

Ghana

Guatemala

UE

Colombie

Afrique du Sud

Nigeria

Pérou

Honduras

Liberia

Mexique

Colombie

Guatemala

Asociación Marianista de Acción Social (AMAS)	Pérou
Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH)	Pérou
Asociación Servicios a Programas de Desarrollo e Investigación (ASOSEPRODI)	Guatemala
Bank Information Center	US
Big Shift Global campaign	International
Both Ends	Pays-Bas
Bretton Woods Project UK	
Buliisa Initiative for Rural Development Organisation (BIRUDO)	Ouganda
Center for International Environmental Law (CIEL)	USA
Centro de Derechos Económicos y Sociales (CDES)	Equateur
Centro para el Desarrollo del Indígena Amazónico (CEDIA)	Pérou
Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES)	Pérou
Christian Aid	Royaume-Uni
CNCD-11.11.11	Belgique
Collectif Camerounais des Organisations des Droits de l'homme et de la Démocratie (COCODHD)	Cameroun
Comisión de Derechos Humanos (COMISEDH)	Pérou
Confederación General de Trabajadores del Perú (CGTP)	Pérou
CooperAccion	Pérou
Coordinadora Nacional de Derechos Humanos	Pérou
Coordination Office of the Austrian Bishop's Conference for International Development and Mission (KOO)	
Derecho, Ambiente y Recursos Naturales (DAR)	Autriche
Environment & Millennium Targets	Pérou
Forest Peoples Programme	Nigeria
Foro Ecologico del Peru	Royaume-Uni
Foro Nacional por Colombia	Pérou
Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Social	Colombie
Frente Regional de Pueblos del Bajo Mixe Choapan	Brésil
Friends of the Earth Ghana	Mexique
Friends with Environment in Development (FED)	Ghana
Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN)	Ouganda
Fundacion Chile Sustentable	Argentine
Fundar, Centro de Análisis e Investigación	Chili
FUNDEPS	Mexico
Gender Action	Argentine
Global Forest Coalition	USA
Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation (GIFSEP)	International
Green Advocates International	
Green Development Advocates (GDA)	Nigeria
GRUFIDES	Liberia
Grupo de Financiamiento Climático para Latinoamérica y el Caribe (GFLAC)	Cameroun
	Pérou
Grupo GEMA	Amérique Latine & Caraïbes
	République Dominicaine
ICCO Cooperation	Pays-Bas
IDLADS PERÚ	Pérou
Instituto de Derecho Ambiental de Honduras	Honduras

Instituto de Estudios de las Culturas Andinas (IDECA)	Pérou
International Analog Forestry Network (IAFN)	Costa Rica
Jamaa Resource Initiatives	Kenya
Lawyers' Association for Human Rights Of Nepalese Peoples (LAHURNIP)	Nepal
Lumière Synergie pour le Développement	Sénégal
Maryknoll Office for Global Concerns	USA
Natural Resources Women Platform	Liberia
NGO Forum on ADB	Philippines
Oakland Institute	USA
Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE)	République Démocratique du Congo
Plataforma Internacional contra la Impunidad	Guatemala
Pomio potongpaga group Inc	Papua Nouvelle Guinée
Proyecto sobre Organización, Desarrollo, Educación e Investigación (PODER)	Mexique
Red Latinoamericana sobre las industrias Extractivas (RLIE)	Amérique Latine
RED MUQUI	Pérou
Red Regional Agua, Desarrollo y Democracia	Pérou
Red Uniendo Manos	Pérou
RedGE	Pérou
Servicios en Comunicación Intercultural Servindi	Pérou
Ulu Foundation	USA
Urgewald	Allemagne